

Cote du document: EB 2016/118/INF.6
Date: 31 août 2016
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Mécanisme pour les réfugiés, les migrants, les déplacements forcés et la stabilité rurale (FARMS)

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Khalida Bouzar
Directrice de la Division Proche-Orient,
Afrique du Nord et Europe
téléphone: +39 06 5459 2321
courriel: k.bouzar@ifad.org

Luis Jiménez-McInnis
Directeur du Bureau des partenariats
et de la mobilisation des ressources
téléphone: +39 06 5459 2705
courriel: l.jimenez-mcinnis@ifad.org

Transmission des documents:

William Skinner
Chef du Bureau des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2974
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration – Cent dix-huitième session
Rome, 21-22 septembre 2016

Pour: Information

Mécanisme pour les réfugiés, les migrants, les déplacements forcés et la stabilité rurale (FARMS)

I. Contexte

1. La crise mondiale que constituent actuellement les déplacements forcés est la plus grave que l'on ait connue depuis la Seconde Guerre mondiale. Elle touche, à l'heure actuelle, plus de 65 millions de personnes à travers le monde; en outre, une population totale d'environ 22,2 millions de personnes suscite des préoccupations dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord.
2. L'ampleur de la crise dans cette région, où elle touche le plus gravement les communautés en Iraq, en République arabe syrienne, au Yémen et dans les pays voisins, est sans précédent. Elle est à l'origine de sérieux problèmes humanitaires et de développement et fait peser la menace de nouvelles déstabilisations alors que les communautés d'accueil peinent à absorber les personnes déplacées. La Jordanie accueille actuellement environ 1,4 million de Syriens, qui représentent désormais plus de 20% de la population totale. Sur ce total, seulement 20% vivent dans les principaux camps de réfugiés et, bien que l'on ne dispose pas de chiffres précis sur ce point, on estime que de nombreux réfugiés se trouvent dans les zones rurales.
3. En fait, les déplacements forcés ont souvent une forte dimension rurale, un grand nombre de personnes déplacées étant originaires de zones rurales et vivant maintenant dans des communautés rurales d'accueil, dans leur propre pays ou à l'extérieur. Cette situation entraîne une dégradation des terres agricoles et un effondrement de la production alimentaire dans les zones que ces personnes ont quittées, et une pression accrue sur les ressources naturelles, la sécurité alimentaire et les systèmes agricoles dans les communautés d'accueil. En outre, les personnes déplacées vivant dans les zones rurales sont généralement plus vulnérables que celles qui vivent dans les zones urbaines, puisqu'elles sont plus loin des principaux centres d'appui et des prestataires de services, et plus difficiles à atteindre pour les organisations ayant pour mission de les assister. Dans de telles circonstances, il est particulièrement important que les communautés d'accueil reçoivent un appui pour faire face à l'afflux de nouveaux arrivants, et que les personnes déplacées aient accès à une aide sur les activités de subsistance de base pour parvenir à un certain niveau d'autonomie. Dans l'ensemble, cette crise a soumis les communautés rurales de la région à une pression immense. La solution consistant à se cantonner dans la routine n'est pas acceptable. Il est impératif que la communauté internationale, et plus spécifiquement le FIDA, agisse. Autrement, le risque serait élevé d'approfondir les vulnérabilités et d'exacerber la crise actuelle de déplacements et de conflit (avec parfois un risque de conflit dans les pays d'accueil).
4. Les causes sous-jacentes de la fragilité, qui sont à la base de la crise des migrations et des réfugiés, incluent l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, une mauvaise gestion des ressources naturelles et un manque d'accès aux opportunités – facteurs qui entrent clairement dans le domaine de l'avantage comparatif du FIDA. Intervenant depuis des décennies dans des situations fragiles, le FIDA a accumulé une vaste expérience et mis au point les outils, les perspectives et les approches nécessaires pour aborder de façon efficace les problématiques de la fragilité dans les zones rurales (ce point sera également mis en relief dans la stratégie d'engagement du FIDA dans des États et des situations fragiles et touchés par un conflit).
5. Prenant acte de ces problématiques rurales des déplacements forcés, le FIDA a créé un Mécanisme pour les réfugiés, les migrants, les déplacements forcés et la stabilité rurale (FARMS) afin d'aborder à la fois les causes et les conséquences de la crise qui entrent dans le mandat du FIDA et d'appuyer les efforts pour combler le fossé

sur les plans humanitaire et du développement. Comme le relève la récente Déclaration de Stockholm¹: "L'injustice, les violations des droits de l'homme, l'inégalité, l'exclusion, la pauvreté, la mauvaise gestion des ressources naturelles et l'absence de règlements politiques inclusifs et d'institutions capables, sont à la source de conflits et de fragilité."

6. Le FARMS aidera les communautés d'accueil à faire face aux pressions de la crise et à fournir aux réfugiés et aux personnes déplacées à l'intérieur de leur pays des moyens d'existence rémunérateurs – en renforçant les compétences et les capacités qui leur seront utiles lors d'un futur retour dans leurs foyers. Le FARMS est essentiel pour que le FIDA conserve sa pertinence dans la région et remplisse son mandat au service des plus vulnérables, en veillant à ce que personne ne soit laissé pour compte.
7. Les gouvernements hôtes n'empruntent pas, à l'heure actuelle, de ressources pour appuyer les réfugiés. Ces communautés vulnérables doivent par conséquent être ciblées par le biais d'un financement sous forme de don dans le cadre du FARMS.

II. Description du mécanisme

8. Le FARMS vise à disposer d'une enveloppe globale de 100 millions d'USD. Il concentrera son action, dans une première phase, sur la région Proche-Orient et Afrique du Nord où la crise actuelle est la plus aigüe. Il pourrait à l'avenir, en fonction des besoins et de la disponibilité de ressources, intervenir aussi dans d'autres régions.
9. Le but du Mécanisme est de faire en sorte que les populations rurales pauvres puissent s'extraire de la pauvreté grâce à des moyens d'existence rémunérateurs, durables et résilients. Les objectifs spécifiques couvrent les zones d'accueil, qui reçoivent des populations migrantes ou déplacées, et les zones de départ ou zones d'origine, d'où proviennent les migrants et les réfugiés ou personnes déplacées. Dans les zones d'accueil, les moyens d'existence seront créés à la fois pour les communautés d'accueil et les personnes déplacées. Et dans les zones d'origine, il s'agira de créer des opportunités économiques pour inciter ceux qui sont partis à revenir, et ceux qui sont restés à reconstruire leurs moyens d'existence.
10. Les résultats clés attendus du FARMS sont notamment:
 - a) l'amélioration de l'infrastructure rurale productive grâce à l'exécution d'au moins 500 projets d'infrastructure rurale communautaire;
 - b) la création d'au moins 500 000 journées de travail temporaire et d'au moins 20 000 possibilités d'emploi, principalement pour les jeunes;
 - c) l'augmentation de la résilience sociale, par le renforcement des capacités au niveau des communautés et des autorités locales;
 - d) l'amélioration de la gouvernance et de la gestion des ressources naturelles;
 - e) le renforcement du cadre d'action et du cadre réglementaire (et une communication accrue portant sur les problèmes et les solutions) pour répondre aux besoins des communautés rurales d'accueil et d'origine, y compris par la mobilisation des transferts d'argent et des investissements de la diaspora.
11. Le Mécanisme reposera sur trois piliers:
 - a) Cofinancement de projets d'investissement du FIDA. Environ 75% des fonds du Mécanisme seront alloués à titre de cofinancement de projets d'investissement du FIDA, en cours ou dans la réserve. Cette approche

¹ Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État, Cinquième réunion mondiale, 5 avril 2016, Stockholm, Suède: Déclaration de Stockholm intitulée "Surmonter la fragilité et consolider la paix dans un monde en mutation"

réduira au minimum le retard dans les dépenses, renforcera la capacité d'exécution et mobilisera les ressources des projets d'investissement.

- b) Dons au titre des guichets régional et de pays spécifiques. Environ 20% des fonds cibleront un ou plusieurs pays prioritaires, par ailleurs des organisations nationales et internationales, des ONG, des universités, des organisations paysannes, le secteur privé, etc., pourront figurer parmi les bénéficiaires potentiels. Le montant du financement par des dons variera entre 100 000 USD et 3,5 millions d'USD, et le choix des bénéficiaires se fera, dans la mesure du possible, par voie de mise en concurrence.
 - c) Participation à l'élaboration des politiques, gestion des savoirs et campagne de communication. Le Mécanisme consacra 5% des fonds au financement d'analyses et à la génération de savoirs et de données factuelles pour: améliorer la conception et l'exécution des projets; assurer un appui à l'exécution et un renforcement des capacités des partenaires, dans la région et dans un pays; et contribuer aux activités aux niveaux d'un pays ou de la région. Les activités comprendront notamment la gestion des savoirs, la communication, la participation à l'élaboration des politiques, les partenariats, et la coopération Sud-Sud et triangulaire en rapport avec le partage des savoirs et les meilleures pratiques touchant aux réfugiés, aux migrations et à la stabilité dans les zones rurales.
12. Le FIDA utilisera aussi comme levier sa collaboration avec les principales institutions spécialisées des Nations Unies et d'autres organisations internationales intervenant sur le terrain dans la crise actuelle des réfugiés, comme le Bureau du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et le Programme alimentaire mondial, entre autres, afin que leurs interventions d'urgence aient pour complément des approches à moyen et long termes de la stabilisation et du développement de la région. Cette collaboration, reposant sur des approches complémentaires faisant fond sur les points forts traditionnels de chaque organisation, est essentielle pour combler le fossé sur les plans humanitaire et du développement.
 13. Dans cette région, comme dans d'autres, le FIDA dispose d'un vaste réseau de partenariats avec les gouvernements, les ONG, les organisations régionales et internationales, le secteur privé, les communautés et les institutions à assise communautaire. Il est un partenaire fiable, et les enquêtes auprès des clients lui donnent régulièrement une note élevée sur le plan de l'établissement de partenariats. Le FIDA est également considéré comme un acteur impartial. Ces caractéristiques font qu'on lui fera confiance pour s'engager dans des environnements complexes, aux côtés de ses partenaires. Le FIDA continuera donc d'utiliser son modèle opérationnel, bien rôdé et d'une efficacité démontrée, mais avec des zones cibles élargies et une plus grande souplesse pour répondre à la crise.
 14. En termes de processus administratifs, une réserve de projets à financer par le FARMS sera actualisée chaque année dans le programme de travail et budget annuel du Mécanisme. La conception des nouveaux projets sera soumise aux examens et aux contrôles de qualité conformément aux procédures du FIDA. Des mises à jour annuelles sur les projets nouvellement conçus seront soumises aux donateurs du FARMS. En termes de résultats obtenus par les projets, le FIDA les communiquera périodiquement aux donateurs par le biais d'un cadre de résultats faisant fond sur les effets essentiels.
 15. Cette proposition est fondée sur la version actualisée de la stratégie relative à l'engagement du FIDA dans les pays en situation de fragilité, dans laquelle la priorité est accordée à la gestion du risque et la résilience, à une analyse plus approfondie des causes, et au renforcement des institutions par le biais de la confiance et de la cohésion sociale. Le FARMS constituera la première grande initiative lancée par un organisme de développement rural pour faire face à cette

crise. Ses effets contribueront de façon significative à briser le cycle désespéré des migrations et à créer, pour les communautés, des moyens d'existence à long terme, durables et dignes.

III. Situation actuelle

16. Une proposition détaillée relative au FARMS a été élaborée, sur la base de vastes consultations avec les partenaires, y compris les gouvernements des pays de la région. Une réserve de projets et d'activités potentiels qui pourraient bénéficier de l'intervention du FARMS est en cours d'élaboration en consultation avec les partenaires régionaux, en mettant l'accent sur des régions où des projets d'investissement du FIDA actuellement en activité sont aussi gravement affectés par les problèmes des déplacements forcés et des migrations dans l'ensemble de la région du Proche-Orient, de l'Afrique du Nord et de la Corne de l'Afrique.
17. Des premiers contacts ont déjà été pris avec les donateurs potentiels, y compris les États membres de la Liste A et de la Liste B, et d'autres partenaires de financement comme la Commission européenne et les fonds des pays arabes du Golfe. Après des réunions informelles tenues en marge du Sommet humanitaire mondial d'Istanbul, en mai 2016, des réunions de suivi et exploratoires ont été organisées avec les contributeurs potentiels, à Rome par l'intermédiaire de leurs ambassades, et dans leurs capitales. Ces prises de contact ont confirmé un vif intérêt pour cette proposition, et on espère qu'elles conduiront à des contributions financières initiales au cours des prochains mois.
18. La direction du FIDA encourage les États membres concernés par la crise – et qui en reconnaissent les dimensions rurales et les liens étroits avec le mandat du FIDA, tout en étant conscients de la nécessité d'une réponse axée sur le développement – à agir en partenariat avec le FIDA dans le cadre de ce Mécanisme.